

**PROCÈS VERBAL  
DU CONSEIL DE FACULTÉ  
du 14 octobre 2013**

**Sous la présidence du Doyen Didier GUÉVEL**

**Étaient présents** : M. Soufiane Boumlak ; M. Didier Guével ; M. Guilhem Julia ; M. Franck Latty ; M. Laurent Mernier ; M. Babacar Ndiaye ; Mme Anne Penneau ; M. Charles Reiplinger ; Mme Céline Ruet ; M. Philippe Sueur ; Mme Muriel Tapie-Grime

**Étaient représentés** : Mme Berfin Durmaz ; Mme Geetha Ganapathy ; M. Thomas Ribemont ; M. Fode Sylla

**Invitées permanentes** : Mme Sandra Cochot ; Mme Lidwine Versaveaud ; Mme Ghislaine Trocellier

**Invitée spéciale** : Mme Claudine Moutardier

**Ordre du jour :**

- 1) Informations diverses ;
  - 2) Procès-verbal de la réunion du Conseil de Faculté du 17 juin 2013 (\*)
  - 3) Responsables de formations et de Sections, membres de Commissions et d'instance de la Faculté (\*) ; appels à candidatures pour les mandats vacants ;
  - 4) Point sur les Conventions internationales (\*) ;
  - 5) Projets : DU (\*), Capacité en Droit, Passerelles classes préparatoires ;
  - 6) Compte-rendu des travaux de la Commission pédagogique de la Faculté ;
  - 7) Point sur l'IRTS (\*) ;
  - 8) Modifications superficielles de maquettes (\*) ;
  - 9) Règlement du concours du meilleur discours (\*) ;
  - 10) Gel des emplois vacants (\*) ;
  - 11) Compte-rendu de la réunion du 12 septembre 2013 organisée par l'ENM ;
  - 12) Compensations en L1 et L2 en Droit et suppression de la délivrance du DEUG ;
  - 13) Point sur la recherche et sur la création d'une structure fédérative (\*) ;
  - 14) Questions diverses.
- (\*) Points susceptibles de donner lieu à un vote

La séance est ouverte à 10h00 par le Doyen Didier Guével.

1) **Informations diverses** :

M. le Doyen donne toute une série d'informations :

- Bilan de la première année de mandat : M. le Doyen remercie l'ensemble du personnel enseignant et administratif pour son soutien, son dévouement et l'énorme travail accompli, notamment face aux problèmes rencontrés (Ajac, remplacement *in extremis* des postes vacants, restrictions budgétaires, nouvelles procédures dématérialisées de recrutement des vacataires...). Toutes et tous ont énormément contribué à ce que divers projets avancent malgré tout. Est présenté un résumé des actions menées à bien par l'équipe en place :
  - opérations de communication, notamment : présentation de l'offre de formation de la Faculté dans la presse et présence sur divers salons destinés aux étudiants ;
  - cérémonie solennelle de remise des diplômes ;
  - travaux divers, nouvelle salle des conseils (dotée de portes insonorisées) destinée aux réunions mais aussi aux délibérations et soutenances ;
  - aménagement de la salle des professeurs ;
  - nouvelle politique disciplinaire ;
  - bureau supplémentaire pour les enseignants (J 208 rétrocédé par l'UFR SEG) ;
  - salles de cours réservées pour la Faculté ayant permis une rentrée sans difficultés de réservation des salles etc. ;
- Commission des statuts et Commission pédagogique : ces deux commissions fonctionnent bien. Il reste deux commissions à mettre en place (Commission des moyens et Commission recherche) ;
- Négociations pour le Campus Condorcet : la demande de surfaces pour la Faculté a été actée par le Conseil d'administration ;
- Négociations au sein de l'ex-PRES, devenu CUE ou ComUE (Communauté d'Universités et d'Établissements) : des doublons existent entre Paris 13 et Paris 5 et des négociations sont en cours sur ce point avec la DGESIP ;
- Nouvelles mentions : un point est présenté sur les nouveaux intitulés de Licence (pour la prochaine rentrée) et de Masters ; grâce à l'action de la Conférence des Doyens des Facultés à dominante juridique, une liste des mentions de Masters assez satisfaisante a été obtenue (seul manque le Droit immobilier) ;
- Projets en matière de communication : création d'un concours du meilleur discours (à la place du concours de plaidoirie), interventions prévues de diverses personnalités, réunion d'information pour les étudiants de troisième année de Licence ;
- Relance de la capacité en Droit : beaucoup d'inscriptions en première année, avec un accueil de bacheliers issus de l'enseignement professionnel ;
- M. le Doyen remercie Mme Muriel Tapie-Grime et M. Charles Reiplinger, assesseurs, pour leur dévouement de tous les instants, pour leur compétence et l'immense travail accompli par eux ; il remercie également MM. Thomas Ribemont et Cyril Grimaldi pour leur soutien et informe le Conseil, qu'en raison de leur très gros investissement dans d'autres fonctions, internes ou externes, ces deux collègues ne souhaitent pas poursuivre leur mission d'assesseurs ; le Conseil en prend acte ;
- Sorbonne Paris Cité : selon les dernières informations obtenues, au sein de la CUE, quatre Universités, Paris 3, Paris 5, Paris 7 et Paris 13 devraient fusionner pour former une nouvelle Université ;
- Loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 : conformément au texte, un Conseil académique a été institué à Paris 13 (regroupant la Commission scientifique (ex-Conseil scientifique) et la Commission des formations et de la vie universitaire (ex-Conseil des études et de la vie universitaire) ;

- Élections : le 5 novembre, aura lieu une élection en vue de pourvoir un siège vacant dans le collège BIATSS au sein du Conseil de Faculté et, les 25, 26 et 27 novembre, une autre élection sera organisée en vue de renouveler les collèges des usagers dans les Conseils centraux et, partiellement, dans les Conseils des composantes ;
- Organigramme des personnels administratifs : Mme Sandra Cochot présente la nouvelle organisation administrative en cette rentrée et fait le point sur les départs et les arrivées ;
- "Incubateur" à Paris 13 : information est donnée sur l'association AVRILE et « Incub13 », organismes de soutien destiné aux jeunes entreprises créées par des étudiants ou des collègues ;
- Annales : un projet d'annales des sujets donnés par les enseignants de la Faculté est lancé (ces sujets ne seront diffusés que sur l'ENT et aucun sujet ne pourra être diffusé sans l'accord exprès et écrit des enseignants chargés des cours concernés) ;
- Modification des maquettes : toutes les réformes votées précédemment par le Conseil de Faculté (nombre d'inscrits en Master 1 REI, limitation des redoublements en Master 1, réforme de la Licence de Sociologie et Science politique, réforme des règlements de Licence, réforme de la Capacité en Droit) ont été adoptées ou visées par le CEVU (du 27 juin 2013, grâce à M. Charles Reiplinger qui a brillamment plaidé notre cause) et le CA (du 9 juillet 2013) ;
- Contrats doctoraux : tous les contrats doctoraux demandés au sein de la Faculté ont été acceptés grâce à l'action de M. Durelle-Marc ;
- Emplois : ont été sauvés, pour cette année (2013), les emplois de Past et Mast et de Prag, menacés de suppression, de gel ou de non reconduction ; la question de la fin du dédoublement des enseignements de première année à la rentrée 2014 est posée, surtout ceux qui ne sont qu'optionnels (Relations internationales) et même les autres (S1 : Introduction au Droit privé, Introduction au Droit public, Introduction à l'Histoire du Droit ; S2 Droit constitutionnel, Droit civil, Histoire du Droit) ;
- PRP : la PRP a été sauvée de justesse pour 2013 ; il serait souhaitable qu'en 2014, elle soit prise seulement en heures complémentaires et non en décharge ; il sera proposé, lors d'une prochaine réunion du Conseil, que les responsables de Section puissent obtenir une PRP (malgré le refus du CEVU) s'ils s'acquittent de leur mission de contrôle des recrutements des vacataires ; il est rappelé que les décharges (ou heures complémentaires) des directeurs de laboratoires, variables selon les laboratoires, attribuées par le CS, sont à la charge financière des UFR ;
- Enfin, le Doyen informe les membres du Conseil qu'une réunion d'information sur les études en Asie (Japon, Corée, Taiwan) aura lieu le 15 octobre, amphi 2 de l'IUT, de 12h-13h.

## 2) **Procès-verbal de la réunion du Conseil de Faculté du 17 juin 2013** :

M. Franck Latty propose que la diffusion des procès-verbaux sur le site de la Faculté soit en accès libre et non plus réservée aux titulaires du code d'accès, certains enseignants ayant des difficultés à se connecter ; il est répondu qu'étudiants et personnels peuvent aisément se procurer ce code ; néanmoins, il est demandé à M. Kieffer que cette information soit désormais accessible sans code d'accès.

Le projet de procès-verbal est soumis à l'approbation des membres du Conseil :

## **Vote favorable à l'unanimité**

Ce procès-verbal est « mis en ligne ».

### **3) Responsables de formations et de Sections, membres de Commissions et d'instances de la Faculté ; appels à candidatures pour les mandats vacants :**

M. le Doyen donne les informations suivantes :

- Retour à la satisfaction de toutes et tous, après une année de mise en disponibilité, de Mme Marie-Christine Autrand dont on connaît l'investissement exceptionnel dans la Faculté ;
- Élection de M. Guilhem Julia à la présidence de la Section 01 (Droit privé et sciences criminelles) ;
- Démission de Mme Catherine Fabregoule de ses fonctions de co-responsable de la première année de Licence de Droit ; Mme Laurence Usunier, qui en conserve seule la responsabilité pour la rentrée, a également manifesté le souhait de quitter ces fonctions ; un appel à candidature(s) est lancé ;
- M. le Doyen lance un appel à candidature auprès des étudiants pour la Commission pédagogique (deux mandats toujours vacants) ; lors de la réunion de la Commission pédagogique du 19 septembre 2013, Mme Tapie-Grime a été portée à sa présidence, à l'unanimité, pour une année.
- Mme Tapie-Grime et M. Soufiane Boumlak proposent de rejoindre la Commission des moyens ; leur candidature est acceptée à l'unanimité ; un appel à candidatures est lancé pour compléter la composition de la Commission des moyens de la Faculté ;
- Mme Nathalie Blanc, reçue deuxième au concours externe d'agrégation de Droit privé et Sciences criminelles et qui a choisi notre Faculté, est proposée comme responsable du Master 2 de Droit des affaires en remplacement de M. Guével ; ce choix est entériné à l'unanimité ;
- Mme Céline Ruet, après de longues années de responsabilités, annonce qu'elle souhaite mettre fin à ses fonctions de Directrice de l'IEJ à la fin de l'année civile 2013 ; M. le Doyen salue l'excellent travail effectué par Mme Ruet dans ces fonctions et l'en remercie vivement au nom de toutes et tous ; elle laisse un Institut en ordre de marche cultivant d'excellents rapports avec le barreau et le TGI ; un appel à candidature est lancé pour la remplacer.

### **4) Point sur les Conventions internationales :**

En préambule, M. Charles Reiplinger remercie Mme Ghislaine Trocellier, pour la qualité de son travail, ainsi que Mme Fatima Fekkak du SREI, puis il évoque les projets en cours de développement. Il présente ainsi une proposition de collaboration avec l'Université de Mannheim (Allemagne), qui prendrait plutôt la forme d'une convention bilatérale dans le cadre des échanges Erasmus.

Par ailleurs des pourparlers sont en cours avec l'Université du Connecticut (USA). M. Charles Reiplinger évoque ensuite l'intérêt des Universités australiennes pour les Universités européennes : un accord serait possible avec l'Université de Sydney (Nouvelle Galles du

Sud). M. Charles Reiplinger, rappelle qu'un colloque sera organisé par Mme Geetha Ganapathy en Inde, à Pondichéry, en mars 2014. M. Charles Reiplinger rend hommage à Mme Pascale Bloch, pour son action, tout au long de sa carrière, dans le développement des partenariats avec les universités étrangères. Elle est à l'initiative de projets de développement avec l'Université de Nagoya, au Japon ainsi qu'avec l'Université du Caire en Egypte. M. Philippe Sueur souligne que la vitalité des conventions est souvent liée au porteur du projet, M. le Doyen rappelle l'importance de la transmission au-delà des relations personnelles initiales.

L'avis du conseil est demandé sur la poursuite des négociations avec Mannheim et Sydney :

**Vote favorable à l'unanimité**

Avis est également demandé sur la ratification de l'accord avec Nagoya au Japon sous réserve d'une légère modification relative aux étudiants de troisième cycle :

**Vote favorable à l'unanimité**

**5) Projets : DU, Capacité en Droit, Passerelles classes préparatoires :**

Dans le cadre de la CUE Sorbonne Paris Cité, un DU (diplôme universitaire) est en projet avec l'IEP, visant à offrir aux étudiants de Master 1 ou de formation continue un DU de « Droit global ». Les cours auraient lieu en alternance à l'Université Paris 13 et à l'IEP.

Un DU Droit de l'OHADA, porté par M. Cyril Grimaldi, a été préparé et le dossier s'y rapportant a été adressé aux membres du Conseil.

Les membres du Conseil se prononcent sur le DU Droit de l'OHADA :

**Vote favorable à l'unanimité**

Ce projet est transmis à la CFVU.

Une négociation est en cours avec les responsables du futur « micro-lycée » Romain Gary du Bourget, concernant la création éventuelle d'une passerelle, en fin de classes préparatoires aux écoles de commerce, avec la Licence AES. Sous réserve d'avoir suivi et validé des enseignements complémentaires à la Faculté, les étudiants en fin de classes préparatoires (Bac + 2) pourraient intégrer directement la L3 AES. La discussion porte actuellement sur le financement et le mode de rémunération des enseignants de notre Faculté. Ensuite, si ces discussions aboutissent, les membres du Conseil de perfectionnement de la Licence AES seront, évidemment, invités à participer à la négociation des cursus.

Pour la Capacité en Droit, un enseignement complémentaire dématérialisé d'expression écrite et orale se met en place.

**6) Compte-rendu des travaux de la Commission pédagogique de la Faculté :**

Mme Muriel Tapie-Grime présente un compte-rendu des travaux de la Commission pédagogique de la Faculté dont la dernière réunion a eu lieu le 19 septembre. À ce jour, la Commission est incomplète. Mme Magali Marante, secrétaire du Doyen, assure le secrétariat de la Commission. La prochaine réunion est prévue le 5 novembre. Actuellement, la Commission élabore un vade-mecum à destination des enseignants nouvellement arrivés dans notre Faculté.

#### 7) **Point sur l'IRTS** :

Mme Muriel Tapie-Grime fait un point sur les difficultés rencontrées avec l'IRTS. Elle rappelle qu'une convention liant l'Université Paris 13 à l'IRTS prévoit la possibilité pour les travailleurs sociaux d'obtenir, en trois ans, une Licence de Paris 13. Quatre parcours sont ouverts : AES, Sociologie et Science politique, Psychologie et Santé publique. Le Doyen fait remarquer l'extrême complexité de la gestion de ces formations qui mêlent deux types de cursus totalement différents, des emplois du temps peu compatibles, un établissement associatif regroupant deux sites (autrefois séparés et ayant une histoire différente) et trois composantes de l'Université. Il précise que, curieusement, pour des raisons historiques, si les diplômes délivrés sont bien ceux de la Faculté, la gestion administrative des dossiers est aux mains du centre de formation continue de l'Université (CEDIP). Mme Muriel Tapie-Grime dresse la liste des difficultés récurrentes avec le partenaire. Constatant divers manquements de l'IRTS, en particulier le non-respect de la procédure d'orientation en première année, Mme Muriel Tapie-Grime, souhaitant recueillir préalablement l'avis du Conseil, a laissé en suspens la signature des listes d'inscrits. Les membres du Conseil, tout en regrettant vivement cette situation, sont appelés à se prononcer sur l'opportunité de signer ladite liste dans l'intérêt des usagers :

#### **Vote favorable à l'unanimité**

Mme Tapie-Grime propose, pour l'avenir, le retrait du parcours Sociologie et Sciences politiques ; il est rappelé que la Convention conclue avec cet établissement prend fin à l'issue de l'année universitaire 2013-2014 ; ce retrait prendrait donc effet à la rentrée 2014, avec maintien provisoire de la troisième année pour les étudiants engagés dans ce parcours et actuellement en deuxième année :

#### **Vote favorable à l'unanimité, moins trois abstentions**

La question du retrait éventuel de l'AES, également proposé, est reportée, à la demande du Doyen, à la prochaine réunion du Conseil.

#### 8) **Modifications superficielles de maquettes** :

- Toilettage du règlement des examens en Master 2 Contentieux pour harmonisation avec les autres Masters ;
- Master 2 REI : anticipation de la future maquette (introduction du « concours Rousseau » et du Droit du sport, sans financement complémentaire ; les professeurs étrangers, intervenants extérieurs, seront exclusivement ceux dont les noms ont été proposés par le Conseil et validés par le Conseil scientifique).

Pour ces deux légères modifications :

### **Vote favorable à l'unanimité**

#### **9) Règlement du concours du meilleur discours :**

« Règlement du concours du meilleur discours  
Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales de l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité

##### **Article 1** : Généralités

Le concours du meilleur discours est organisé, chaque année, dans la mesure du possible, par la Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales de l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité.

Ce concours est ouvert gratuitement à tous les étudiants régulièrement inscrits, dans l'année universitaire en cours, dans l'UFR DSPS.

##### **Article 2** : Inscription

Les inscriptions sont ouvertes de la date de la rentrée universitaire jusqu'à la fin du mois de novembre de chaque année.

Un formulaire d'inscription est téléchargeable sur le site de la Faculté ou à retirer auprès du bureau du secrétariat du Doyen.

Le concours se déroule entre janvier et mai de chaque année.

##### **Article 3** : Processus de sélection

Un tirage au sort, une semaine avant le début du concours, détermine les sujets proposés pour la qualification.

Chaque candidat reçoit son sujet de qualification par courriel.

Les candidats sont convoqués par courriel pour une séance de qualification.

Les candidats retenus participent au concours proprement dit.

##### **Article 4** : Déroulement du concours

Les sujets du concours sont communiqués, par courriel, aux candidats retenus, au plus tard quarante huit heures avant le jour de l'épreuve.

Le concours se déroule en deux temps :

- discours d'une durée minimale de huit minutes et maximale de dix minutes (tout discours est interrompu à l'issue de ce délai) ;
- questions du jury d'une durée maximale de dix minutes.

Les candidats qui ne seront pas présents au moins quinze minutes avant le début du concours seront éliminés d'office. Si des joutes sont organisées, leur adversaire sera cependant entendu par le jury.

##### **Article 5** : Sujets

Les sujets sont élaborés par les organisateurs.

Les organisateurs se réservent le droit à l'humour dans les sujets de qualification et du concours proprement dit.

##### **Article 6** : Épreuves de qualification et du concours

Les candidats ne doivent en aucun cas LIRE. Pour les aider dans leur prestation, les candidats n'ont droit qu'à une page de notes format A4.

Lors de leur intervention, les candidats énoncent seulement leurs nom et prénom, sans indiquer ni leur année d'étude, ni le cursus suivi.

##### **Article 7** : Jury

Lors de la qualification, le jury est composé par le comité d'organisation.

Le jury du concours est composé d'universitaires et de professionnels.

##### **Article 8** : Grille de notation

Le jury a à sa disposition une grille de notation intégrant cinq parties :

1. éloquence ;

2. fond ;
3. présentation ;
4. humour ;
5. capacité de répartie.

**Article 9 :** Lieu des épreuves

Elles se déroulent dans les locaux de l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité, ou dans ceux d'un Barreau, d'une juridiction ou d'une entreprise partenaire.

**Article 10 :** Public

L'assistance au concours proprement dit est ouverte à toute personne de l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité.

Elle peut éventuellement être ouverte au public, au besoin sur réservation préalable.

**Article 11 :** Effets de l'inscription

L'inscription vaut acceptation pure et simple du règlement.

L'inscription au concours emporte acceptation des décisions du jury, seul souverain.

Les inscrits s'interdisent de faire toute réclamation quant aux décisions dudit jury.

Les organisateurs se réservent le droit d'annuler le concours en cas de survenance d'événements imprévus.

Les candidats acceptent que le texte de leur discours et les enregistrements sonores ou visuels du concours puissent être utilisés par les organisateurs à des fins de promotion. »

Les membres du Conseil se prononcent sur le règlement du meilleur discours :

**Vote favorable à l'unanimité**

10) **Gel des emplois vacants** :

Conformément à la circulaire du Président, que le Doyen a transmise à tous les personnels titulaires, il faut (même si chacun sait que ce n'est guère envisageable dans tous les cas) donner maintenant la liste des emplois susceptibles d'être à pourvoir en 2014 (retraites, mutations...). Les emplois libérés entre octobre et décembre 2013, ne seront pas, en principe, remplacés en 2014. Cependant, le Président a déclaré que ce type de dossier était "négociable" avec le ministère. Les emplois vacants en 2013, sans demande d'y pourvoir en 2013, sont gelés en 2014. Les emplois vacants en 2013, ayant fait l'objet d'une demande d'y pourvoir mais avec un recrutement resté infructueux, sont gelés en 2014. Les emplois vacants en 2013 ayant fait l'objet d'une demande de recrutement à un concours d'agrégation, alors qu'il n'y avait pas d'agrégation dans la Section correspondante en 2013, ne seront pas, en principe, remplacés en 2014. Cependant, le Président, là encore, a déclaré que ce type de dossier était "négociable" avec le ministère. Le Doyen précise qu'il fera tout pour sauver le maximum d'emplois, sachant que le ratio enseignants/étudiants de la Faculté est l'un des plus faibles de l'Université. M. Franck Latty lit un message de Mme Geetha Ganapathy déplorant le gel des emplois, notamment celui de Maître de conférences en anglais. Les enseignants d'anglais demandent la transformation de cet emploi en emploi de Professeur.

Les membres du Conseil présentent une motion :

« Le Conseil de la Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales manifeste son profond désaccord et son extrême inquiétude quant à la possibilité de faire face à ses exigences de service public avec les restrictions en termes d'emplois qui lui sont imposées. Le Conseil de la Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales



considère comme absolument indispensable et non négociable le remplacement des deux emplois présentés comme simplement « négociables » par le Conseil d'administration de l'Université (PR 01 et PR 04). Il exige le remplacement, en 2015, des autres emplois vacants. Enfin, le Conseil exprime le souhait que le budget de la pédagogie ne soit pas sacrifié ».

Les membres du Conseil se prononcent sur cette motion :

**Vote favorable à l'unanimité**

**11) Compte-rendu de la réunion du 12 septembre 2013 organisée par l'ENM :**

Mention est faite du compte-rendu, distribué aux membres du Conseil et établi par Mme Céline Ruet (qui y représentait le Doyen), de la réunion organisée, à Bordeaux, par la direction de l'École Nationale de la Magistrature (ENM) et analysant le problème du déficit de vocations dans la magistrature. Le Doyen remercie Mme Ruet de son investissement et d'avoir bien voulu se déplacer à Bordeaux pour cette manifestation.

Mme Céline Ruet présente de vive voix ce compte rendu et donne des précisions sur le positionnement de notre IEJ.

**12) Compensations en L1 et L2 et suppression de la délivrance du DEUG :**

Le Doyen explique que les conditions d'obtentions du DEUG et les conditions d'accès à la troisième année de Licence ne sont plus identiques, selon les mesures votées par le CEVU et le CA. Il s'ensuit que des étudiants titulaires d'un DEUG peuvent ne pas être admis en troisième année de Licence, ce qui n'est ni logique, ni compréhensible de l'extérieur. Il rappelle, par ailleurs, que la délivrance du DEUG est facultative et n'a (hélas) plus de sens dans le cadre du LMD. Conséquemment, le Doyen propose de ne plus délivrer le DEUG.

**Vote favorable à l'unanimité, moins cinq abstentions**

Compte tenu de l'importance du nombre des points mis à l'ordre du jour, une prolongation de la réunion du Conseil de trente minutes est mise au vote :

**Vote favorable à l'unanimité**

**13) Point sur la recherche et sur la création d'une structure fédérative :**

Mme Claudine Moutardier, invitée, présente la situation en matière de recherche au sein de la Faculté. Les trois laboratoires de la Faculté ont choisi de travailler en commun sur une thématique : le développement durable et un dossier de plate-forme fédérative a été déposé auprès du Conseil scientifique de l'Université. Ce dernier a déjà donné un avis très favorable. Une nouvelle version du projet sera déposée début novembre et l'audition des porteurs du projet aura lieu début décembre. Un autre projet, sera déposé, sous forme de « plateforme », pour le centre de documentation.

Le Doyen remercie vivement Mme Moutardier ainsi que les Directeurs des laboratoires de la Faculté pour leur dynamisme et leur implication dans ce projet. Il rappelle qu'un

regroupement des forces de la Faculté en matière de recherche est indispensable dans le cadre de la CUE.

Par ailleurs, chaque année, un colloque sera organisé en commun par les trois laboratoires, sur d'autres thèmes (cette année : les groupes de pression).

Les surfaces demandées dans les futurs locaux du Campus Condorcet seront essentiellement destinées à accueillir les travaux des laboratoires de la Faculté.

Un vote est demandé sur le projet de structure fédérative :

### **Vote favorable à l'unanimité**

#### **14) Questions diverses :**

La première cérémonie de remise des diplômes de Masters aura lieu le jeudi 17 octobre 2013 en amphi IV, en présence de Mme la vice-Présidente de l'Université et de trois hauts responsables des mondes de la justice, des affaires, des arts et de la culture.

Il est précisé que des cours de rattrapage ne peuvent avoir lieu pendant la semaine de révisions.

M. Soufiane Boumlak intervient pour souligner les difficultés rencontrées par certains étudiants, à la suite de la suppression des « tirages » sur papier des documents de Travaux Dirigés. M. le Doyen indique qu'il est parfaitement conscient des difficultés rencontrées. Mais il rappelle que cette décision avait déjà été prise il y deux ans, qu'elle a donc déjà fait l'objet d'une période de transition ; il souligne les contraintes budgétaires qui imposent ce choix, indique que toutes les Facultés à dominante juridique ont fait le même et qu'il regrette que des obligations financières aient conduit à mettre en place trop rapidement ce que l'évolution technologique aurait amené à réaliser de toute manière, mais peut-être encore plus progressivement. Il indique, enfin, que, pour les plus démunis, une reproduction, pour un nombre limité d'étudiants et pour un nombre limité de pages, pourra être exceptionnellement autorisée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h25.